

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE

Société OZEANYs à Sonzay (37360), ZA Le Petit Souper, représentée par Maître Julien VILLA

Exploitation d'un atelier spécialisé dans la gravure et le chromage des cylindres métalliques destinés à équiper des machines à imprimer

(site n°1)

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu :

- le code de l'environnement, en particulier ses articles R.181-47, L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R. 512-46-25 à R. 512-46-27 et R. 512-75-1 ;
- l'arrêté préfectoral n°18611 du 1er septembre 2009, autorisant la société CYLLAB à poursuivre l'exploitation d'un atelier spécialisé dans la gravure et le chromage des cylindres métalliques destinés à équiper des machines à imprimer situé au lieu dit « Le Petit Souper » à Sonzay ;
- le récépissé de déclaration de changement de dénomination sociale n° 21070, délivré le 9 septembre 2021 à la société OZEANYs suite à la déclaration de changement de dénomination sociale pour les activités auparavant exercées sur la parcelle n°714 section 0B de la commune de Sonzay par la société CYLLAB ;
- le jugement du 30 janvier 2024 du Tribunal de Commerce de Tours prononçant la liquidation judiciaire de la société OZEANYs et désignant Maître Julien VILLA comme liquidateur judiciaire, dont l'étude est située 18 rue Néricault Destouches – BP 31348 – 37013 TOURS Cedex ;
- le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis au liquidateur par courrier en date du 18/04/25 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- le courrier en date du 18/04/25 informant le liquidateur des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;
- l'absence d'observations dans les délais impartis de la part du liquidateur ;

Considérant ce qui suit :

1. Au terme de la visite d'inspection du 21 janvier 2025, l'inspecteur a constaté les faits suivants :

- Le calendrier des mesures restant à réaliser pour assurer la mise en sécurité des installations n'a pas été transmis au préfet ;
- Des produits dangereux et des déchets dangereux et non dangereux sont encore présents sur site (bains et déchets liquides en lien avec l'activité de traitement de surfaces, solvants, divers contenants vides de produits ou déchets dangereux, ...) ;
- Le risque incendie ne peut pas être écarté (l'impossibilité de remettre en fonctionnement les équipements en lien avec l'activité de traitement de surfaces n'a pas été justifiée) ;

- Des déchets dangereux liquides sont stockés hors rétention (bain de traitement de surfaces conditionné dans un GRV) ;
- Les éléments justifiant de la réalisation du diagnostic proportionné aux enjeux afin d'évaluer les effets de l'installation sur son environnement, basé notamment sur des investigations sur le milieu « sol », n'ont pas été présentés et communiqués au préfet. Ce diagnostic devra notamment évaluer l'effet sur l'environnement des stockages réalisés en extérieur de cylindres d'impression et déchets liés à l'activité de traitement de surfaces ;
- Le liquidateur n'a pas transmis au préfet l'attestation (ATTES SECUR) établie par un organisme certifié dans le domaine des sites et sols pollués ;
- Le mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés, n'a pas été transmis au préfet par le liquidateur avec l'attestation Mémoire attendue (ATTES MEMOIRE), dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif ;
- Le liquidateur n'a pas fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation (ATTES TRAVAUX).

2. Le dossier de cessation d'activité n°54128241_1 version B en date du 17 juin 2024, concernant un atelier spécialisé dans la gravure et le chromage des cylindres métalliques destinés à équiper des machines à imprimer OZEANYS Site 1 anciennement exploité par la société CYLLAB, comportant la phase documentaire du diagnostic de pollution des sols, communiqué par courrier du 4 octobre 2024, recommande entre autres la réalisation d'investigation sur le milieu « sol ».

3. Les constats mentionnés aux points 1 et 2 contreviennent aux dispositions des articles R.512-46-25, R.512-46-26, R.512-46-27 et R.512-75-1 du code de l'environnement et de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral n°18611 du 1er septembre 2009 susvisé. Ils sont susceptibles de conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations ou d'avoir un impact important sur l'environnement et sur les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

4. Il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société OZEANYS sise ZA Le Petit Souper à Sonzay (37360) - représentée par son liquidateur judiciaire Maître Julien VILLA - de respecter les dispositions réglementaires citées au point précédent.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Indre-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1 – La société OZEANYS, dont le siège social est situé à Sonzay (37360), Zone d'Activité Le Petit souper, exploitant un atelier spécialisé dans la gravure et le chromage des cylindres métalliques destinés à équiper des machines à imprimer (site n°1) située à la même adresse (parcelle n°0714 section 0B), représentée par Maître Julien VILLA, est mise en demeure de respecter les dispositions :

- 1) de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral n°18611 du 1er septembre 2009 susvisé en mettant sur rétention les déchets dangereux liquides (notamment le bain de traitement de surfaces conditionné dans un GRV stocké dans la partie principale du bâtiment) **dans un délai de 15 jours** à compter de la notification du présent arrêté ;
- 2) de l'article R. 512-46-25, paragraphe I et II, du code de l'environnement susvisé en transmettant au préfet le calendrier des mesures restant à réaliser pour assurer la mise en

sécurité des installations **dans un délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté ;

- 3) de l'article R. 512-75-1 paragraphe IV-1° du code de l'environnement susvisé, en évacuant dans une installation autorisée pour ce faire les produits dangereux et les déchets dangereux et non dangereux **dans un délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté. Les éléments justifiant de ces évacuations seront transmis dans ce même délai ;
- 4) de l'article R. 512-75-1 paragraphe IV-3° du code de l'environnement susvisé, en justifiant de l'impossibilité de remettre en fonctionnement les équipements en lien avec l'activité de traitement de surfaces **dans un délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- 5) de l'article R. 512-75-1 paragraphe IV-4° du code de l'environnement susvisé, en transmettant au préfet le diagnostic proportionné aux enjeux afin d'évaluer les effets de l'installation sur son environnement, basé notamment sur des investigations sur le milieu « sol », **dans un délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté. Ce diagnostic devra notamment évaluer l'effet sur l'environnement des stockages réalisés en extérieur (cylindres d'impression, déchets liés à l'activité de traitement de surfaces ...) ;
- 6) de l'article R. 512-46-25 paragraphe III du code de l'environnement susvisé, en transmettant au préfet l'attestation de mise en sécurité du site (ATTES SECUR) établie par un organisme certifié dans le domaine des sites et sols pollués **dans un délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- 7) de l'article R. 512-46-27 paragraphe I du code de l'environnement susvisé, en transmettant au préfet le mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés, avec « l'attestation mémoire » attendue (ATTES MEMOIRE), **dans un délai de quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- 8) de l'article R. 512-46-27 paragraphe III du code de l'environnement susvisé, en faisant attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation (ATTES TRAVAUX) **dans un délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pour une durée d'un an.

Article 3 – Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire par voie postale ou numérique ;
- un recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Général de la Prévention des Risques – Arche de la Défense – Tour Sequoia – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est également soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLÉANS Cedex, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Article 4 - Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale de 2 mois, conformément à l'article R.171-1 du code l'environnement.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de la commune de Sonzay sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé réception (représenté par son liquidateur judiciaire Maître Julien VILLA dont l'étude est située 18 rue Néricault Destouches – BP 31348 – 37013 TOURS Cedex).

05 JUIN 2025

Tours, le

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture

A blue ink signature, appearing to be 'X. Luquet', is written over the printed name.

Xavier LUQUET